

# Communiqué de presse

## Coordination Défense de Versailles

### du 10 février 2011

PERCEE DECISIVE DE LA COORDINATION, INSTITUTIONNELLE ET A L'INTERNATIONAL

---

## LE SCANDALE DE VERSAILLES ATTISE

### LES « AFFAIRES » SUR L'ART, L'ARGENT, LA DEMOCRATIE !

---

LE TRIPLE SCANDALE SUR L'ART, L'ARGENT ET LA DEMOCRATIE, que nous avons lancé en 2008 avec « l'affaire Koons », après 50 ans d'omerta, vient de franchir un nouveau seuil décisif et trouve désormais ses relais dans toutes les sphères Institutionnelles. Prolongeant notre Combat, ceux qui s'opposaient, hier encore, à notre action rejoignent désormais en masse nos positions. Après le désaveu de l'exposition Jeff Koons 1<sup>er</sup>, par Christine Albanel et la libération de la parole en 2009 ; après l'effondrement du Mythe de l'Art « contemporain » ( new-yorkais ) en 2010. DEBUT 2011, alors que sur le terrain le flambeau de la prise de conscience s'étend et que la révolte gronde avec la multiplication des affaires d'atteinte au patrimoine – Femmes-Loire à Marmoutier, Hôtel de la marine place de la Concorde, invasion des éoliennes, invasion du français par l'anglo-saxon, marchandisation du patrimoine tous azimuts... au profit d'un petit nombre d'intérêts privés –, l'impact de la Résistance culturelle « explose » en chaîne dans toutes sphères du pouvoir, sur l'Art, l'Argent et la Démocratie :

- ❑ C'EST LE CNRS QUI, le 7 janvier 2011, porte le fer dans la plaie par son Directeur de Recherche Nathalie Heinrich, sociologue spécialiste de l'art contemporain, qui, dans Libération<sup>1</sup> – sur la base notamment du « **modèle** » **de Versailles 2008** ? –, interpelle l'Etat pour lui demander – « alors que les enjeux financiers sont colossaux » – si « les institutions publiques sont dans leur rôle » quand elles « offrent à des collectionneurs privés la vitrine et le renom de lieux prestigieux, payés sur fonds publics » : « ne pratiquent-elles pas une subvention déguisée aux détenteurs (collectionneurs), auteurs (artistes) et promoteurs (galeristes) de ces œuvres ? ». Elle met au pilori M. Aillagon en stigmatisant « Une institution d'intérêt national utilisée par son directeur pour mettre en valeur des artistes collectionnés par celui dont il est ou a été le conseiller. »
- ❑ HARPER'S MAGAZINE DE NEW-YORK, de janvier 2011<sup>2</sup>, la plus ancienne et prestigieuse revue des Etats-Unis qui relaye en Amérique notre lettre au Président de la République, du 21 septembre 2010, lui demandant la démission de M. Aillagon qui, à Versailles, « joue au Roi-soleil aux dépens de la France ».
- ❑ LA COUR DES COMPTES, qui, stigmatise : « Le ministère de la Culture [qui] a perdu les clés des musées nationaux ». Dans un pré-rapport<sup>3</sup> de 160 pages, si déroutant que Frédéric Mitterrand « fait des pieds et des mains » pour en éviter la publication, elle dénonce : l'autonomie ruineuse des Musées « chaque musée fait ce qu'il veut dans son coin » aux frais du contribuable ; le filon juteux et les astuces du Mécénat de ménage, la « générosité à bon marché » pouvant résulter de la loi Aillagon de 2002 ; « La faute aux musées qui truquent leurs chiffres de fréquentation, avec le seul but d'obtenir des subsides de l'Etat » ! Gonflement dont M. Aillagon prétendait justement déduire le succès de ses expositions de dérision !
- ❑ L'ASSEMBLEE NATIONALE, qui s'interroge. Après sa table ronde sur la gestion des collections des musées nationaux du 1<sup>er</sup> déc. 2010, sous la question « Où en est le marché de l'art ? La commission des affaires culturelles a ouvert le débat » ouvre une table ronde le 19 janvier 2011, suivie d'une conférence dont le titre révélateur pointe le scandale sur la Gouvernance de notre Démocratie : « Le marché de l'art et le contrôle de la création en France : un dirigisme pernicieux ».
- ❑ LES CONFLITS D'INTERET A LA UNE. Pour conclure la série, c'est enfin, à la recherche de contre-feux anti-scandales, le rapport de la Commission de réflexion pour la prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique qui vient d'être remis au Président de la République le 26 janvier 2011.

Alors que l'on nous berce d'illusions avec des leçons de Démocratie et d'Intégrité, venant du sud de la Méditerranée, jusqu'ou la boîte de Pandore – pronostiquée au Président de la République en 2008 – du scandale sur l'Art, l'Argent et la Démocratie, ira-t-elle en France ?

Arnaud Upinsky, Président de l'UNIEF/Coordination Défense de Versailles

Contact presse : [euclidien@orange.fr](mailto:euclidien@orange.fr) et tel : 06 01 76 20 79

Site : [coordination-defense-de-versailles.info](http://coordination-defense-de-versailles.info).

---

<sup>1</sup> 7 janvier 2011, consultable sur notre site : [http://coordination-defense-de-versailles.info/doc/2011-01-07\\_Liberation\\_1.Etat-face-au-marche-de-l.art.pdf](http://coordination-defense-de-versailles.info/doc/2011-01-07_Liberation_1.Etat-face-au-marche-de-l.art.pdf)

<sup>2</sup> Consultable sur notre site : [http://coordination-defense-de-versailles.info/doc/Harper.s-Magazine\\_Versailles-janv.2011.pdf](http://coordination-defense-de-versailles.info/doc/Harper.s-Magazine_Versailles-janv.2011.pdf)

<sup>3</sup> « La Cour des comptes se paye une visite des musées nationaux », Le Canard enchaîné, 12 janvier 2011, sur notre site : [http://coordination-defense-de-versailles.info/doc/2011-01-12\\_Canard\\_enchaîne\\_Cour-des-comptes.pdf](http://coordination-defense-de-versailles.info/doc/2011-01-12_Canard_enchaîne_Cour-des-comptes.pdf)